

stabilité qui marquent généralement les relations entre États souverains en Europe et dans le monde. Ce recours aveugle et apparemment incontrôlé à la force éveille de nouveaux doutes dans l'esprit de tous ceux qui avaient cru en un renforcement de la confiance dans les relations Est-Ouest.

Nous devons nous réunir ici pour réaffirmer notre engagement vis-à-vis de la sécurité et de la coopération en Europe et, par extension, dans le monde. Après trois longues années de négociation, nous nous croyions parvenus à un accord qui contribuerait à consolider la paix, la confiance et la sécurité dans un monde troublé. Nous pensions venir à Madrid pour y dresser le bilan de nos réalisations et faire connaître nos espoirs pour l'avenir.

Aujourd'hui, ces espoirs sont sérieusement diminués. Que devons-nous conclure de la façon attristante dont l'URSS a prouvé son incapacité à s'acquitter d'obligations internationales des plus fondamentales et humanitaires? Le défi de la coopération que nous devons tous relever ici se trouve compliqué d'autant par ce nouvel affront.

La destruction de l'avion de la société Korean Airlines par l'Union soviétique est la dernière des violations que ce pays a commises à l'égard de ses engagements aux termes de l'Acte final. D'autres violations aussi sérieuses, voire même plus graves, ont été largement responsables des lents progrès que nous avons connus à Madrid.

La réunion de Madrid s'est ouverte au lendemain de l'invasion de l'Afghanistan par l'Union soviétique, en violation flagrante des principes de souveraineté, d'autodétermination et d'inviolabilité des frontières. Ses travaux ont été encore ralentis par l'imposition de la loi martiale en Pologne et par l'évolution de la situation dans ce pays. Ces événements, qui ont donné lieu à de vigoureuses protestations des ministres des Affaires étrangères de nombre d'États participants, ici même à Madrid en février 1982, ont conduit directement à une suspension de notre réunion pendant huit mois.

Au mépris de son engagement de faciliter la libre circulation des personnes, l'Union soviétique a sévèrement réduit l'émigration alors même que nos délégations étaient réunies à Madrid. Des membres des groupes de surveillance de l'Accord d'Helsinki ont été harcelés en URSS. Ces actes sont contraires tant à l'esprit qu'à la lettre de l'Acte final; ce sont eux qui nous ont forcés à examiner à fond le bilan d'application de l'Acte final, prolongeant ainsi considérablement la réunion de Madrid. Ces actes ont marqué un recul regrettable: ils nous éloignent de notre objectif de renforcement de la sécurité et de la coopération en Europe. Nous nous devons de les relever, sous peine de porter atteinte à la crédibilité de la conférence. Nous ne passerons pas ces violations sous silence, pas plus que nous ne demeurerons silencieux devant la destruction, sans provocation, d'un avion civil non armé par les forces aériennes soviétiques.

Cependant, en dépit des échecs si clairement mis en évidence à la réunion et constatés une nouvelle fois aujourd'hui, nous ne devons pas perdre de vue, dans l'intérêt de la paix en Europe et dans le monde, les promesses de progrès dont sont porteuses les réalisations de Madrid. Ces promesses sont inscrites dans le projet du document final qui nous est proposé. Tout au long de la réunion, la délégation canadienne s'est employée activement à faire en sorte que le document final établisse un juste équilibre